

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

N°553 – 20 septembre 2024

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

Régional

La BOAD lance son programme de prêts adaptés aux catastrophes naturelles

Le 19 septembre 2024, la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) [a annoncé](#) le lancement du programme de prêts adaptés aux catastrophes naturelles au profit des Etats membres de l'UEMOA. La phase pilote cible le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Sénégal et le Togo, pour un portefeuille de prêts souverains s'élevant à plus de 350 M USD qui sera couvert pour la première fois par une assurance paramétrique contre les catastrophes naturelles et sanitaires. Ainsi, à la survenance d'une catastrophe naturelle ou sanitaire (sécheresse, inondations, épidémie ou pandémie), le déclenchement du mécanisme d'assurance permettra de suspendre temporairement l'obligation de remboursement des pays emprunteurs à la BOAD qui recevra en contrepartie une compensation destinée à couvrir les pertes liées à cette suspension.

Bénin

Mission du FMI dans le cadre des programmes en cours

[Une équipe du Fonds monétaire international \(FMI\)](#) s'est rendue au Bénin du 5 au 11 septembre 2024, pour évaluer les développements économiques récents. La croissance économique au Bénin reste robuste malgré la situation régionale et les chocs exogènes. Elle

Le chiffre à retenir

6 %

Le taux de croissance projeté du Sénégal pour 2024, selon le FMI qui ajuste à la baisse sa dernière projection datant de juin 2024 (7,1%).

s'est établie à 6,3% au premier trimestre 2024 et a poursuivi sa hausse à 6,6% au deuxième trimestre. Elle devrait maintenir sa tendance haussière. L'inflation maîtrisée jusque-là à 3% en glissement annuel (g.a. en août) pourrait être revue à la hausse à la fin de l'année suite à l'augmentation des prix des produits alimentaires qui atteignent +6,6% en g.a. en août. Le FMI a salué la bonne exécution budgétaire qui pourrait permettre de respecter la cible de déficit budgétaire de l'UEMOA de 3% du PIB dès 2025. Pour rappel, Le Conseil d'Administration du FMI a approuvé en juillet 2022 un accord mixte Mécanisme élargi de crédit (MEDC)/Facilité élargie de crédit (FEC) puis un accès à la Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD) en décembre 2023, dont respectivement la 4^{ème} revue et 1^{ère} revue ont été approuvées par le Conseil d'administration du Fonds en juin 2024.

Transmission à l'Assemblée nationale du projet de loi de finances pour 2025

[Le projet de Loi de finances 2025](#) prévoit un budget de 3 551 Mds CFA (5,4 Mds EUR), en hausse de 11% par rapport au budget 2024 et s'appuie sur l'hypothèse d'une croissance



économique de 6,8%, qui serait tirée par le secteur agricole et l'expansion du tissu industriel, le secteur portuaire et le tourisme. Ce projet de budget prend en compte différents projets d'envergure dont les différents complexes hôteliers, la cité ministérielle, les différentes infrastructures hospitalières l'extension du réseau de distribution électrique et routier. Par ailleurs, plus de 40% du budget est dédié aux dépenses sociales. A noter qu'aucun nouvel impôt ne serait mis en place.

Burkina Faso

Le déficit budgétaire se réduit à 6,7% du PIB en 2023

Selon un récent [rapport sur les finances publiques publié par le Ministère de l'Économie et des finances](#), les recettes totales et dons ont été mobilisés à hauteur de 2 747,2 Mds FCFA (4,2 Mds EUR) en 2023, soit un taux de réalisation de 101,4% et une amélioration de 7,7% par rapport à 2022. Ils étaient essentiellement constitués par les recettes fiscales (81,8%) qui ont enregistré une progression annuelle de 9,4%. Quant aux dépenses totales et prêts nets, ils se sont chiffrés à 3 578,6 Mds FCFA (5,5 Mds EUR), soit un taux d'exécution de 106,1% et une baisse de 6,4% par rapport à 2022. Les principaux postes de charge comprenaient les dépenses en capital (38,4%), les salaires (30,6%) et les transferts courants (16,8%). Enfin, le solde budgétaire global, base engagement, est ressorti déficitaire de 831,4 Mds FCFA (1,3 Md EUR) en 2023, soit 6,7 % du PIB (contre 10,8 % du PIB en 2022).

Suspension de l'exportation du karité

Les autorités burkinabé [ont annoncé](#), à travers un communiqué daté du 18 septembre 2024, la suspension de l'exportation de l'amande de karité sur l'étendue du territoire jusqu'à nouvel ordre. Cette suspension vise à rendre disponible ce produit pour les unités de transformation

locales qui l'utilisent comme matière première. A noter que la filière karité fait partie des filières identifiées comme porteuses au Burkina Faso. Selon l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD), les exportations ont atteint 60,9 Mds FCFA (92,8 M EUR) en 2023, en progression de 35,7% par rapport à l'année précédente.

Cap-Vert

Création d'une nouvelle compagnie aérienne pour les vols intérieurs

Le Cap-Vert a créé, le 6 septembre 2024, sa [nouvelle compagnie aérienne nationale](#) chargée d'assurer les vols réguliers entre les différentes îles de l'Archipel. Baptisée, *Linhas Aereas de Cabo Verde*, la compagnie remplace la société parapublique *Transportes interilhas de Cabo Verde* (TICV), dont l'entreprise angolaise *Bestfly Cabo Verde* était l'actionnaire majoritaire. L'objectif annoncé de cette nouvelle compagnie, détenue entièrement par l'Etat, est de garantir la stabilité du transport aérien inter-îles et d'assurer la mobilité interne, ce qui devrait avoir un impact positif sur le développement du tourisme, principal moteur de l'économie cap-verdienne.

Côte d'Ivoire

Appuis financiers de la Chine, dont un don de plus de 25,3 M EUR

En marge du Sommet de Pékin relatif au Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC) qui s'est tenu du 3 au 7 septembre, [14 accords](#) ont été signé sous la conduite du Vice-Président de la République de Côte d'Ivoire, portant notamment sur la construction d'unités de production de machines agricoles, d'unités agro-industrielles, de la centrale thermique de Songon, d'usines de montages de motos électriques et le transfert de compétences dans le domaine du numérique. A ce titre, la Côte



d'Ivoire devrait bénéficier d'un ensemble d'appuis financiers du gouvernement chinois dont un don de plus de 16,6 Mds FCFA (25,3 M EUR), selon le compte rendu du Conseil des ministres du 18 septembre.

Les exonérations fiscales et douanières s'élèvent à 42 M EUR au S1 2024

Selon ce même [compte rendu](#) du Conseil des ministres du 18 septembre, au premier semestre 2024, le coût des exonérations fiscales et douanières s'élève à 274 Mds FCFA (41,8 M EUR) contre 195 Mds FCFA (29,7 M EUR) enregistrés à fin juin 2023, soit une hausse de 40,6%. Ces exonérations comprennent, 174 Mds FCFA (26,6 M EUR) pour la fiscalité de porte et 100 Mds FCFA (15,3 M EUR) au titre de la fiscalité intérieure. Les secteurs d'activités ayant bénéficié des montants d'exonérations les plus significatifs sont l'industrie, les services, l'administration et celui du BTP.

Lancement du PRESACI, financé à hauteur de 3,9 M EUR par l'UE

Financé à hauteur de 3,9 M EUR par l'Union européenne en collaboration avec la Coopération autrichienne pour le développement (ADA), le Projet de renforcement des systèmes alimentaires durables en Côte d'Ivoire (PRESACI) [a été lancé](#) le 17 septembre. Mis en œuvre par l'organisation non gouvernementale CARE Côte d'Ivoire, ce programme d'une durée de 4 ans vise à améliorer la résilience et la durabilité des systèmes alimentaires. Il ciblerait la filière agricole vivrière, et notamment la production de produits maraîchers, du manioc et de la banane plantain dans les 9 régions de Bélier, Gbêkê, Marahoué, Indénié-Djuablin, Lagunes, N'zi, Poro, Tchologo, et Agnéby-Tiassa.

300 M USD de la MCC pour renforcer la contribution du pays au marché régional de l'électricité

Dans un [communiqué](#) du 18 septembre, le Conseil d'administration de la Millennium Challenge Corporation (MCC), une des agences de développement américaines, a approuvé l'accord régional de la Côte d'Ivoire. Ce dernier porte sur l'électricité et vise à augmenter la quantité nette d'énergie que la Côte d'Ivoire échange sur le marché régional de l'électricité ainsi qu'à renforcer la sécurité énergétique en Afrique de l'Ouest. Le budget prévu pour le programme comprend 300 M USD financés par la MCC et une contribution de 22,5 M USD du gouvernement.

Gambie

La population atteint 2,4 M habitants

D'après le rapport préliminaire du [recensement de la population](#) et du logement 2024 du Bureau gambien des statistiques (GBOS), la population gambienne a crû pour atteindre 2,4 M habitants, dont 47,5 % vivant dans la localité de Birkama, la zone la plus peuplée. Entre 2013 et 2024, le rapport indique que le taux annuel moyen d'accroissement de la population de la Gambie a été de 2,5 %, en baisse par rapport à la période intercensitaire de 2003 et 2013, qui a enregistré un taux de croissance annuel de 3,1%. Les ressortissants sénégalais sont les ressortissants étrangers les plus nombreux (1,7%), suivis des guinéens (1,5%), les autres nationalités dont les nigériens et les sierra-léonais représentant chacune moins de 1% de la population.



Guinée

La transformation de l'agriculture, essentielle pour une croissance inclusive et la résilience climatique

Selon la [1^{ère} édition](#) de la Note de conjoncture économique de la Guinée, publiée récemment par la Banque mondiale, la croissance en 2023 devrait atteindre 7,1 % (contre 3,7 % en 2022), soutenue par le secteur minier, notamment une augmentation de 22 % de la production de bauxite. Cependant, le secteur minier guinéen étant faiblement lié à l'économie nationale, cette croissance robuste n'a pas suffisamment contribué à la création d'emplois ou à la réduction de la pauvreté. En 2024, la croissance devrait ralentir à 4,9 %, en partie à cause de l'impact de l'explosion du dépôt de carburant en décembre 2023. Elle devrait ensuite s'accélérer pour atteindre une moyenne de 6,3 % sur 2025-2026 (à noter que cette projection ne tient pas compte de l'important projet minier Simandou). Par ailleurs, le rapport met également en lumière l'importance de l'agriculture pour la transformation structurelle et la résilience de l'économie guinéenne contre le changement climatique. En effet, le secteur possède un énorme potentiel de croissance inclusive (27% du PIB et 53% des emplois) et il est essentiel que celui-ci se modernise pour passer de modes de production de subsistance à des pratiques intensives axées sur la productivité, pour renforcer la compétitivité, la résilience climatique et la sécurité alimentaire.

Prêt de 13 M USD de la SFI à Marifala

Le 12 septembre, la Société financière internationale (SFI) [a annoncé](#) l'octroi d'un prêt de 13 M USD à Marifala Gallery Sarlu (Marifala), le principal producteur de meubles en Guinée. Ce financement servira à la construction d'un complexe industriel qui permettra à Marifala de développer et de regrouper ses activités, actuellement dispersées sur plusieurs sites à Conakry. Il permettra en outre à l'entreprise de

tripler sa capacité de production et d'ouvrir 4 nouveaux magasins de détail (3 à Conakry et un au Mali). Selon le communiqué, le marché de l'ameublement en Guinée est en plein essor, porté par la croissance de la population urbaine et un secteur immobilier florissant.

Libéria

La croissance devrait rebondir en 2024 à 5,7% selon un rapport de la Banque mondiale

Selon un récent rapport de la Banque mondiale sur la situation économique au Libéria, la croissance économique du pays s'est établie à 4,7% en 2023, principalement tirée par le secteur minier. Le déficit budgétaire a augmenté de 0,5 point de pourcentage du PIB pour atteindre 6,1 %, principalement en raison de la baisse des recettes et des dépenses excessives. La couverture partielle de ce déficit par les avances de la banque centrale et la dépréciation du dollar libérien de 22% a entraîné une hausse de l'inflation à 10,1% (contre 7,6% en 2022) et une baisse des réserves extérieures brutes de 3 mois d'importation en 2022 à 2,3 mois en 2023. Pour l'année 2024, la croissance devrait rebondir à 5,3%, l'inflation ralentir à 7,7% et le déficit budgétaire tomber à 3,2% du PIB en 2024. Le rapport expose également les principales avancées du secteur de l'énergie du Libéria, notamment dans la production et l'élargissement de l'accès à l'énergie. Toutefois, toujours selon le rapport, ceci demeure encore insuffisant, le pays restant confronté à d'importantes pénuries d'électricité, ce qui nécessite des investissements substantiels pour assurer un accès fiable, abordable et durable à l'énergie.



Mali

Proposition de loi de finances pour 2025

Selon le [compte rendu](#) du Conseil des ministres du 18 septembre, le projet de loi de finances pour 2025 prévoit des dépenses à hauteur de 3 230 Mds FCFA contre 3 071 Mds FCFA dans la loi de finances rectifiée (LFR) 2024, soit une hausse de 5,2%, tandis que les recettes s'élèveraient à 2 649 Mds FCFA contre 2 388 Mds FCFA dans la LFR 2024, soit une augmentation de 11%. Il en résulterait un déficit de 581 Mds FCFA contre 683 Mds FCFA dans la LFR 2024.

Mauritanie

Déplacement du ministre mauritanien du Pétrole et de l'Énergie au salon GasTec

Lors du [salon](#) GasTec à Houston, aux États-Unis, le ministre mauritanien du Pétrole et de l'Énergie a cherché à promouvoir le potentiel du pays, notamment dans le bassin côtier où plusieurs gisements ont été identifiés. Les ressources du champ gazier off-shore de Bir'Alla attirent particulièrement l'attention, ce dernier contiendrait en effet près de 60 T de pieds cubes de gaz naturel. À noter que la Mauritanie a rejoint en octobre 2023 le Forum des pays exportateurs de gaz (FPEG). Le ministre a notamment rencontré le secrétaire d'État américain adjoint chargé du Bureau des ressources énergétiques aux ressources énergétiques, ainsi que le directeur général de Chevron et le directeur du secteur gazier de Saudi Aramco. Enfin, la délégation a fait la promotion des opportunités naissantes dans le secteur de l'hydrogène vert et a défendu l'approche ambitieuse du pays, qui s'est récemment doté d'un code de l'hydrogène vert.

Niger

L'inflation ralentit mais demeure élevée, à 10,2% en g.a. août

Selon l'Institut National de la Statistique (INS), l'inflation a atteint 10,2% au [mois d'août 2024](#), en glissement annuel (g.a.), contre 14,9% en g.a. en [juillet](#) 2024. Cette hausse est portée principalement par hausse des prix des produits alimentaires et des boissons non alcoolisées (15,3% en g.a.) et reflète la hausse des prix du poste « meubles, articles de ménage et d'entretien courant du foyer » (8,3% en g.a.). Elle est toutefois modérée par la relative stagnation des prix des articles d'habillement et chaussures (1,3M en g.a.), et la baisse des prix des transports (-3,7% en g.a.) et du poste « logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » (-3,4% en g.a.).

Sénégal

Le FMI revoit à nouveau à la baisse sa prévision de croissance pour 2024 à 6%

À l'issue de la visite de ses équipes au Sénégal, du 5 au 12 septembre 2024, le FMI a annoncé la [révision à la baisse de sa prévision de croissance](#) pour 2024 à 6%, contre 7,1% en juin. D'après le communiqué publié le 12 septembre 2024, cette baisse est consécutive au ralentissement de l'activité hors hydrocarbures (3,3% du PIB, contre 4,8% projeté en juin), principalement dans le secteur secondaire et dans une moindre mesure dans le secteur primaire. Selon le Fonds, en l'absence de mesures budgétaires supplémentaires, le déficit pourrait dépasser 7,5% du PIB (contre 3,9% prévus initialement) en lien avec les moins-values sur les recettes, l'augmentation des subventions énergétiques et le paiement du service de la dette. Parallèlement, la dette de l'administration centrale devrait rester au-delà de la norme communautaire de 70% du PIB. Ainsi, pour un retour rapide à la trajectoire de déficit de dette



publique, les équipes du Fonds encouragent les autorités à mettre en place des mesures fortes telles que la rationalisation des exonérations fiscales, la suppression progressive des subventions à l'énergie ou encore, l'apurement des impayés dus aux entreprises privées.

Installation du pool judiciaire financier

Le 17 septembre 2024, le ministre de la Justice a procédé à l'installation officielle du [Pool judiciaire financier](#) (PJF), une nouvelle juridiction en remplacement de la Cour de répression de l'enrichissement illicite (CREI). Doté de prérogatives et compétences élargies, le PJF est composé de 27 magistrats spécialisés dans la lutte contre la corruption et les crimes économiques. Il est chargé d'examiner les plaintes pour corruption, détournement de deniers publics, blanchiment d'argent et financement du terrorisme notamment.

Sierra Leone

Accord avec les services du FMI sur un potentiel programme FEC

Un [communiqué](#) du 20 septembre marque la fin d'une mission des services du FMI qui s'est déroulée du 4 au 13 septembre, dans le cadre de la revue des politiques économiques au titre de l'article IV et de négociations en vue d'un potentiel programme. Un accord au niveau des services a été trouvé pour un programme de 38 mois au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC) avec un montant de 187 M DTS, soit 253 M USD et devra être approuvé par le Conseil

d'administration du Fonds. Le Fonds constate notamment une orientation ambitieuse prise par de nouvelles équipes depuis 2023 et un ralentissement de l'inflation, qui est tombée à 25 % en août 2024, contre un pic de 55 % en octobre 2023. La croissance économique a atteint plus de 5 % en 2022 et 2023, soutenue par une forte activité minière. Enfin, si la dette publique demeure soutenable c'est avec un risque élevé de surendettement.

Togo

Lomé héberge le programme inaugural de la nouvelle Académie fiscale francophone de l'OCDE

Du 16 au 20 septembre, l'Institut de formation fiscale et douanière de [l'Office Togolais des Recettes à Lomé a abrité le programme inaugural de la première Académie fiscale francophone](#) de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE). [Créée en 2013 à Ostie en Italie](#), dans le cadre du dialogue d'Oslo, pour lutter contre la délinquance financière et renforcer les capacités des administrations fiscale, l'Académie internationale de l'OCDE a développé un nouveau programme pilote dédié aux pays francophones, qui s'ajoutent aux centres régionaux existant déjà en Asie-pacifique, Amérique latine, et Afrique anglophone. Sa session à Lomé consistera en la formation pendant une semaine de 35 stagiaires venant de 16 pays francophones sur les enquêtes en matière de fraude fiscale et financière.

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar et de Lomé, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Abonnez-vous : abidjan@dgtresor.gouv.fr & suivez notre page [LinkedIn](#)